(1941) en maakte deel uit van de hoofdredactie van *Twintig Eeuwen Vlaanderen* 1972). Hij zetelde ook in de redactie van en publiceerde in tal van historische bladen.

Wat in dit boek hier en daar ontbreekt is de zoektocht naar verklaringen en de toelichting van feiten, het achterhalen van verbanden en het zoeken naar een groter beeld. Dat wordt echter goedgemaakt in de epiloog, waarin de belangrijkste thema's hernomen worden en de biograaf verder ingaat op de vele tegenstellingen die Van Roesbroeck eigen waren. Van Nimmen gaat hier uitvoerig in op Van Roesbroecks fascinatie voor de Duitse geschiedenis die begonnen was ten tijde van zijn vooroorlogs verblijf in Duitsland met een studiebeurs. Daar had hij kennis genomen van de degelijkheid van de Duitse academische wereld en de schijnbaar eerste sociaal-economische successen van het nazisme. Het Vlaams-nationalisme van Van Roosbroeck vond aanvankelijk aansluiting bij de Groot-Nederlandse gedachte, waarna hij zijn hoop ging richten op Duitsland, eerst cultureel, dan politiek, eerst aarzelend, dan overtuigd en weinig kritisch voor het nazisme, met als hoogtepunt zijn aansluiting bij de SS Vlaanderen. Zijn levensloop was inderdaad, zoals Van Nimmen aangeeft, een pijnlijk voorbeeld van de valkuil waarin heel wat van zijn generatiegenoten gelopen zijn: uit Vlaamse overtuiging, uit wrok tegenover het Belgische bestel en uit opportunisme. Zijn collaboratie werd een smet op zijn reputatie als historicus. Hierdoor was hij lange tijd verdrongen en vergeten op eigen bodem. Het is de verdienste van Van Nimmen om deze figuur en de milieus waarin hij zich bewoog opnieuw onder de aandacht te brengen en zo goed als mogelijk te duiden. De werkelijke overtuigingen en verwachtingen van Van Roosbroeck zullen we wellicht nooit achterhalen. Daarvoor is het te laat.

Eva Schandevyl

ECK J.-F. ET HEUCLIN J. (DIR.)
Les bassins industriels des territoires occupés, 1914-1918 : des opérations militaires à la reconstruction
Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2016, 384 p.

L'ouvrage édité par Jean-François Eck et Jean Euclin réunit dix-huit contributions présentées lors d'un colloque organisé à Maubeuge en novembre 2014 sur le thème « Guerres mondiales et bassins industriels en territoire occupé ». Pour la publication, le cadre chronologique a été recentré sur une période qui va de la veille de la Première Guerre mondiale à la fin de l'Entre-deux-guerres. L'objet d'étude et sa spatialisation se situent à la rencontre entre la notion de bassin industriel, – défini à la suite de René Leboutte comme un territoire construit pour assurer le rendement optimal de l'industrie lourde née de la révolution industrielle, grâce à la proximité des ressources naturelles et la disponibilité de la main-d'œuvre –, d'une part, et la politique d'occupation des territoires français et belges par les troupes allemandes entre 1914 et 1918, d'autre part. Pour l'essentiel, il s'agit, en France, d'espaces situés dans les départements du Nord (dont l'Avesnois) et des Ardennes, de la Lorraine française, mais aussi de l'Alsace dans les frontières de 1871 (qui n'est pas à proprement parler un territoire occupé mais peut y être assimilé), et, en Belgique, de parties du Hainaut, du Brabant et de la province de Liège.

Le plan de l'ouvrage suit une progression largement chronologique, distribuée en quatre parties précédées d'une introduction, qui propose une présentation de chaque contribution.

La première partie de ce recueil d'actes s'ouvre avec l'entrée dans la guerre des territoires concernés, saisie sur le versant militaire dans le regard des deux belligérants. Plus particulièrement centrés sur Maubeuge, ces textes montrent toute l'importance de la ville dans les plans allemands de pénétration du territoire français, ainsi que le rôle de l'artillerie allemande, particulièrement décisive et destructrice. Mais les armes de la guerre (et de l'après-guerre) ne sont pas que militaires et la contribution sur l'intelligence économique montre combien celle-ci a été un outil utile, notamment pour nourrir des stratégies de prise de contrôle d'entreprises sidérurgiques allemandes en territoire luxembourgeois après l'Armistice. Comme il arrive souvent dans ce type de publication, certaines contributions ont une intersection plus réduite avec l'objet principal d'étude, sans que leur intérêt intrinsèque ou leur actualité historiographique en soit amoindrie; il en va ainsi de l'article consacré aux soldats tunisiens mobilisés sur le front français, dont l'engagement paraît bien absent de la mémoire collective tunisienne à l'heure des commémorations du centenaire.

La deuxième partie s'attache au jeu des grandes catégories d'acteurs de l'occupation des bassins: les industriels, les travailleurs, et d'abord l'occupant. En revisitant les traces d'une réunion de la « Commission économique allemande pour la Belgique », tenue à Bruxelles en juin 1915, il s'agit de prendre des distances avec une lecture qui tendrait à homogénéiser l'attitude de l'occupant et, au contraire, de confronter les positions de l'administration allemande, des industriels allemands et enfin du Gouverneur général von Bissing, lesquelles sont loin de converger. Pour la première, l'objectif est d'intégrer la Belgique dans une vaste union douanière sous contrôle allemand, prélude à une annexion économique; si certains grands métallurgistes allemands partagent cet objectif, les industriels sont d'abord soucieux de limiter la concurrence future des entreprises belges, mais surtout de prélever au plus tôt un quota de main-d'œuvre à déporter vers l'Allemagne. On retiendra de von Bissing une maxime – « une vache morte ne donne plus de lait » – qui traduit bien son souci de préserver un tissu productif à orienter en fonction des besoins allemands. La suite de l'occupation montre que les exigences des industriels ne tarderont pas à s'imposer. On regrettera ici que, dans le compte rendu des positions de l'acteur industriel, de graves inexactitudes n'aient pas été relevées ou à tout le moins discutées (dans le domaine charbonnier il est question du gisement à ciel ouvert de Campine et la production lainière belge se trouve localisée à Gand et en Flandre…).

Le même souci de déconstruire une représentation trop uniforme, héritée d'une historiographie marquée par la question des réparations, anime la contribution consacrée à l'attitude des industriels face à l'occupant allemand. Au départ de deux études de cas situées dans le Hainaut belge, concernant l'une un charbonnage et l'autre une société cimentière, un plus large éventail de comportements est ouvert, allant de la résistance, le refus de produire, à la collaboration, – terme forgé pour le second conflit mondial qui convient

moins pour le premier –, en passant par une politique du moindre mal, faite d'une réserve qui trouve sa limite lorsque l'indépendance ou l'intégrité de l'entreprise est menacée[7], ou par la recherche ordinaire du profit, dans des circonstances certes plus contraignantes. Ce souci de la nuance conduit à mettre en évidence la variété des comportements au sein même d'une entreprise, entre actionnaire, directeur, ingénieurs et ouvriers. Un texte de la troisième partie affine également la description de la situation des industriels, en partant de sources relatives à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre; bien qu'il s'agisse d'une étude au stade exploratoire, elle rappelle le cas d'entreprises qui ont vu leur situation s'améliorer dans ce contexte de guerre (et surtout d'immédiat après-guerre).

Enfin, le sort des populations des territoires occupés est traité par le biais de son approvisionnement alimentaire ou en charbon de chauffage, d'une part, de l'emploi forcé, de l'autre. L'alimentation de la région de Maubeuge offre une perspective éclairante dans la mesure où elle va connaître deux régimes successifs, celui du Gouvernorat général de Bruxelles puis celui des Etapes, plus dur car militaire, sans compter deux événements qui rendront le ravitaillement plus compliqué encore: l'entrée en guerre des USA, qui impose le retrait des délégués américains préposés à la surveillance de la bonne distribution des denrées apportées par la *Commission for Relief in Belgium*; un repli militaire allemand qui multiplie par quatre le nombre de soldats à nourrir en concurrence avec les civils dans cet espace. Qu'il s'agisse de l'alimentation ou du chauffage, les deux contributions soulignent les terribles privations infligées aux populations des bassins occupés. La richesse des contributions proposées tient notamment aux paramètres de différenciation de situations en apparence proches, notamment sur le plan géographique. Ainsi la politique d'exploitation de la main-d'œuvre n'a pas été la même en Hainaut et dans le Nord de la France voisin, en fonction des perspectives différentes de relations entre ces territoires et le Reich, et s'est avérée plus favorable aux travailleurs belges dans un premier temps. Lorsque la situation se durcit après octobre 1916, le sort de la main-d'œuvre de ces régions diffère à nouveau: les Belges sont déportés plus loin alors que les Français sont occupés sur place à des travaux militaires liés à la ligne de front.

Dans sa troisième partie, l'ouvrage propose une approche comparative de différents bassins. Une question récurrente traverse les contributions qui la composent (et d'autres encore des deuxième et quatrième parties du livre): les destructions allemandes. Sous ce terme générique se déclinent diverses pratiques: l'enlèvement (y compris en Alsace) de matériel, pièces et machines, transféré vers l'Allemagne, la réduction des installations en mitrailles, pour pallier le manque de matières premières, ou la destruction pure et simple, tâches assumées par des institutions allemandes spécifiques (respectivement «Wumba», «Rohma» et «Abbau Gruppe»). La contribution de Marc Leleux attire l'attention sur un effet additionnel recherché par la politique de réquisition: rendre la main-d'œuvre des usines vidées disponible pour

7. Cette question a déjà été évoquée par les mêmes auteurs, sur la base d'une autre étude de cas, cf. Tilly P. et Deloge P., «Milieux économiques belges et occupation allemande de 1914 à 1918: une stratégie du moindre mal», in *Entreprises et histoire*, (10 avril 2013), no 68, p. 11-27.

l'occupant. L'exemple de l'industrie du verre creux montre que l'occupant n'a pas partout programmé une destruction des installations industrielles; un critère majeur de décision semble avoir été la position concurrentielle des industries. Si le flaconnage échappe pour cette raison aux destructions, il n'en va pas de même du verre plat, du textile et surtout de la métallurgie, qui concurrencent les producteurs allemands. Certaines contributions introduisent une distinction supplémentaire entre destructions volontaires et involontaires (incendies, explosions et autres dommages collatéraux causés par tout conflit armé), non moins lourdes de conséquences. Une autre thématique, moins souvent abordée, affleure de l'étude des fonderies ardennaises de seconde fusion: l'impact psychologique de la guerre et de ses destructions sur les entrepreneurs. Si la Première Guerre met un terme, parfois définitif, à la croissance de certaines firmes, cela tient peut-être aussi à un stress post-traumatique; se relever après l'épreuve que constitue la destruction de l'œuvre de toute une vie ne peut être tenu pour une évidence.

La dernière partie de l'ouvrage traite de la reconstruction. Le bassin n'est peut-être pas la meilleure échelle pour saisir ce processus dans toute sa complexité. Celui-ci renvoie en effet à deux registres de décision, de portée bien différente: l'allocation des capitaux, des ressources, à des activités dont on favorise le développement, d'un côté, et les modalités de la reconstruction dans la continuité de l'activité antérieure, de l'autre.

Une littérature déjà ancienne s'est penchée sur la question du choix des activités à privilégier dans le cadre de la reconstruction, mettant régulièrement l'accent sur des phénomènes de «dépendance au sentier». Concernant la Belgique par exemple, les holdings financiers qui dominent le capitalisme national ont plus d'une fois été critiqués pour leur choix de réinvestir en priorité dans les secteurs qui avaient fait leur fortune au 19e siècle[8].

A cet égard, les exemples du bassin liégeois, des Forges de Clabecq ou du Val de Sambre montrent un prolongement des activités antérieures, voire même, dans le dernier bassin cité, un abandon du travail pour le secteur automobile au profit d'un retour vers le matériel ferroviaire.

Saisie dans ses modalités, la reconstruction ne s'est pas faite à l'identique et s'est opérée suivant une chronologie plus étale qu'il n'y paraît: si certaines reconstructions paraissent rapides, les rénovations se sont parfois poursuivies jusqu'au milieu voire la fin de la décennie, comme dans la sidérurgie lorraine ou liégeoise. Jean-François Eck propose une typologie des chemins de la reconstruction, dans laquelle peuvent aisément se ranger la plupart des situations décrites, et plus largement une part de l'évolution des tissus industriels européens des années '20. Il y a d'abord le regroupement ou la concentration horizontale de certaines activités, qui relève parfois d'un niveau de décision extérieur aux bassins, d'autant que l'après-guerre a été marqué

8. R.I. Hogg, *Structural rigidities and policy inertia in inter-war Belgium*, Brussel, Koninklijke academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België, 1986, p. 181-185; G. Coomans, 1929: *la crise en France, Belgique, Grande-Bretagne*, Grenoble, PUG, 1989, p. 131; ils font écho à la fameuse phrase de Sauvy: "l'œuvre de reconstruction s'est faite en fonction du passé et non de l'avenir", A. Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres. De l'armistice à la dévaluation de la Livre*, Paris, Fayard, 1965, p. 210.

par un déplacement des centres de décisions (sièges sociaux des entreprises métallurgiques ou banques mixtes), de ces bassins historiques vers les capitales.

Dans un registre proche peuvent se ranger des ententes entre entreprises pour l'installation ou l'exploitation d'une installation ou la conquête de débouchés; un bon exemple est fourni par l'industrie du tube avec Vallourec. Certains secteurs refusent toutefois cette option, comme la fonderie de seconde fusion des Ardennes.

Il y a surtout un important effort de modernisation des installations, rendu plus aisé autant que nécessaire lorsque les destructions ont été importantes. Ainsi, dans la sidérurgie belge, l'exemple des Forges de Clabecq montre un complet rééquipement, fait d'installations neuves pour chacune des phases de la production; à Ougrée-Marihaye, la modernisation se marque par la recherche d'une logique de continuité du flux productif. A l'inverse, un tel changement organisationnel n'a pu être introduit dans les fonderies ardennaises ou dans la verrerie en Grande Thiérache, où la reprise de la production s'est souvent opérée dans de vieux bâtiments.

Si ces contributions sont soigneusement éditées, on regrettera toutefois que plusieurs cartes soient peu lisibles ou que la cartographie ne soit pas utilisée d'une manière plus systématique, d'autant que de nombreuses questions appellent une localisation. La principale force de l'ouvrage se situe dans les contributions qui revisitent tout en nuances une historiographie parfois vieillie ou partisane. Espérons que cette dynamique se poursuive au-delà de la période des commémorations de la Grande Guerre.

Eric Geerkens

GERLINDA SWILLEN
De wieg van WOII. Oorlogskinderen op de as Brussel – Berlijn
Bruxelles, VUBPress, 2016, 594 p.

Cet ouvrage, dont le titre pourrait être traduit par *Le berceau de la Seconde Guerre mondiale. Des enfants de guerre sur l'axe Bruxelles - Berlin*, est le fruit de la thèse de doctorat défendue avec succès par Gerlinda Swillen en 2016. Ces recherches, l'auteure les avait menées dans le cadre académique de la *Vrije Universiteit Brussel*, sous la direction de Guy Vanthemsche, à qui revient d'ailleurs l'honneur de préfacer cette œuvre hors norme d'histoire du temps présent.

Hors norme, ce travail l'est à bien des égards, tout d'abord par le lien qui unit intimement l'auteure au sujet de son travail. Née en 1942, Gerlinda Swillen a non sans audace pris à bras le corps l'étude des « enfants de guerre », c'est-à-dire non pas des individus nés pendant la guerre ou dont l'enfance a eu pour cadre la guerre, mais bien de ceux qui comme elle n'auraient pas vu le jour si le conflit n'avait pas eu lieu. En effet, les géniteurs de ces enfants de guerre *stricto sensu* ne se seraient pas rencontrés si les circonstances de la guerre n'avaient pas abouti à la rencontre d'un homme et d'une femme issus de nations ennemies, en l'occurrence l'Allemagne et la Belgique.

Certes, Gerlinda Swillen est pleinement consciente que la pratique historienne nécessite d'établir une distance critique d'autant plus

aiguë que ce lien est intime. Cependant, elle ne se contente pas d'éviter les écueils méthodologiques que pourrait induire sa position particulière; au contraire, elle tire pleinement profit de cette dernière, qui a à la fois nourri la finesse de son questionnement et facilité l'établissement de relations de confiance avec les 121 témoins (ou « informateurs ») interrogés, en grande majorité des enfants de guerre (105). La qualité de cette relation a encore été renforcée grâce aux compétences linguistiques de l'auteure, qui ont permis que tous les entretiens ont été menés dans la langue maternelle des personnes interrogées (néerlandais, français ou allemand), permettant à la fois à ceux-ci de s'exprimer avec davantage de finesse et à l'historien d'éviter de se retrouver dans une position de surplomb linguistique.

Le travail de Gerlinda Swillen se distingue aussi par sa forte inscription dans des enjeux sociétaux extrêmement contemporains. Les conflits des dernières décennies – et ceux en cours actuellement ne font pas exception - ont en effet plus que jamais soulevé la question de la reconnaissance légale des enfants nés de telles circonstances, et cet ouvrage entend bien apporter sa contribution aux réflexions actuelles[9].

Enfin, la forme du travail a de quoi surprendre, dans la mesure où elle épouse celle d'un opéra, soit d'une œuvre mettant en scène des intrigues familiales avec leur lot de secrets et de tensions autour de l'amour, de la haine ou de la sexualité, que commente et auquel participe le chœur de la société. Le lecteur ne doit pas s'en effrayer, dans la mesure où derrière cet aspect mélodramatique, qui permet effectivement une mise en évidence des principaux ressorts de la problématique, se cache un traitement historique rigoureux.

Gerlinda Swillen met en effet énormément de soin à définir son sujet et ses limites, à cerner son corpus de sources – qu'il s'agisse s'archives ou de sources orales - ainsi qu'à choisir le vocabulaire et l'appareillage conceptuel les plus adéquats pour assurer son traitement. Le cadre choisi est celui de la Belgique – dans ses limites établies par le traité de Versailles – et de la période s'étalant de mai 1940 (invasion de la Belgique), au début de 1946, année de naissance des derniers enfants de guerre belgo-allemands (en l'occurrence conçus en Allemagne à la fin du conflit). L'accent est cependant mis sur deux zones géographiques particulières, Bruxelles et Berlin, prises à la fois en tant qu'exemples de cadres où se déploie le phénomène étudié, et comme principaux centres de décision affectant celui-ci. S'y ajoute une troisième zone le long de l'axe formé par les deux précédentes, les Cantons de l'Est, à la fois périphérique, frontalière et contestée, où les questions identitaires et jusqu'à la notion même d'ennemi se posent avec une acuité particulière.

Le développement de l'ouvrage est découpé en trois parties, ou pour mieux dire en trois actes. Le premier se concentre sur les préliminaires du drame. Les principaux protagonistes – pour l'essentiel des soldats allemands et des femmes belges – y sont présentés, de même que le cadre et les circonstances particulières de leur rencontre, que forment l'occupation militaire de la Belgique par les forces de l'Allemagne nazie. Celle-ci est riche d'implications

9. Cette volonté de nourrir la réflexion actuelle sur les enfants de guerre se retrouve sous d'autres aspects que le juridique dans l'actuel projet international et pluridisciplinaire CHIBOW (Children Born of War), financé par l'Union européenne (programme H2020).